

## Le Vénézuéla, royaume du crime

**LE CERCLE. Le récent kidnapping de Carlos Pujalte, l'ambassadeur du Mexique au Vénézuéla, illustre de manière peu flatteuse l'insécurité croissante dans ce pays. D'autres diplomates en poste dans la capitale, Caracas, ont subi un sort analogue l'année dernière.**

Écrit par



[Kevin Casas-Zamora](#)

[Brookings Institution](#)

[Voir son profil](#)

Ses 2 derniers articles 15/02/2012 | 17:58 [Venezuela's Republic of Crime](#)

- 02/09/2010 | 11:07 [Les ennemis de la mosquée](#) [Tous ses articles](#)

Depuis quelques années la criminalité augmente davantage au Vénézuéla que dans tout autre pays d'Amérique latine. En 1998, l'année où le président Chavez a été élu pour la première fois, on recensait 4550 homicides. En 2011, ce nombre a fait un bond spectaculaire : 19336 meurtres - un chiffre étonnant qui dépasse le nombre total d'homicides commis aux USA et dans l'UE.

Avec un taux d'homicides de 67 pour 100 000 habitants, le Vénézuéla n'est dépassé que par le Honduras et le Salvador. La situation est tout spécialement grave à Caracas qui est devenue probablement la ville la plus dangereuse de la planète. Le taux d'homicides, 210 pour 100 000 habitants, y dépasse maintenant celui de Ciudad Juarez, la ville mexicaine où la guerre de la drogue fait des ravages. La montée spectaculaire de l'insécurité au Vénézuéla sert d'avertissement quant aux limites des explications toutes faites, des solutions faciles et des prévisions en matière de criminalité.

On explique souvent l'importance de la criminalité en Amérique latine par les inégalités de revenus, avec essentiellement à titre de solution un meilleur développement humain. Cette idée ne surgit pas du néant, car il y a presque partout dans le monde une forte corrélation entre criminalité et inégalité.

Pourtant depuis quelques années les inégalités de revenus ont diminué de manière spectaculaire au Vénézuéla. Le coefficient de Gini (qui mesure les inégalités de revenus et de richesse sur une échelle de 0 pour une égalité parfaite à 1 pour une inégalité maximale) est

tombé de 0,498 à 0,412 entre 1998 et 2008 - du jamais vu en Amérique latine. Le Vénézuéla a également fait des progrès en matière de développement humain : selon l'ONU, l'indice de développement humain du pays a progressé de 1% par an lors de la décennie précédente. Au regard de ces chiffres, personne ne peut imaginer la criminalité qui y règne.

Les facteurs généraux explicatifs de la criminalité n'ont pas toujours valeur prédictive, car la criminalité a souvent des causes particulières liées à une dynamique sociale complexe. C'est pourquoi l'efficacité des solutions passe-partout est parfois limitée.

La criminalité violente traduit la concomitance de nombreux facteurs qui convergent et se renforcent mutuellement, engendrant des problèmes plus graves que ceux dus à chacun pris isolément. Au Vénézuéla, certains de ces facteurs sont liés à la politique de Chavez. Il s'agit notamment de l'effondrement des institutions chargées de veiller à l'application de la loi, de l'affaiblissement systématique des autorités locales et du rôle accru du pays dans le trafic de drogues (lié en parti à la politique semi-officielle consistant à offrir une base arrière aux FARC, la narco-guérilla colombienne). Mais cela n'explique pas tout. L'exemple du Vénézuéla montre qu'il n'y a pas d'explication simple et de solution générale au problème de la criminalité en Amérique latine. La situation est complexe.

On peut en dire autant des ramifications politiques de cette criminalité. Il est difficile de comprendre pourquoi Chavez a échappé à la colère populaire. La criminalité était déjà la première des préoccupations des Vénézuéliens, bien avant tout autre sujet, au moment de sa réélection dans un fauteuil en 2006. Malgré l'insécurité, il bénéficie aujourd'hui d'un taux d'approbation supérieur à 60%. Il semble que la population, même si elle s'inquiète de la criminalité, se détermine lors d'un vote en fonction d'autres critères qui touchent au bien-être économique et aux préférences idéologiques.

Peut-être l'insécurité est-elle politiquement un sujet moins explosif que ce que l'on croit. Il ne semble pas que la population soit disposée à renvoyer un dirigeant à ses pénates uniquement à cause de l'insécurité. Il est difficile de trouver ne serait-ce qu'un seul cas dans lequel l'augmentation de l'insécurité a scellé le sort d'un parti au pouvoir en Amérique latine. La criminalité, aussi généralisée soit-elle, ne va probablement pas causer la défaite de Chavez.

La conséquence de cette situation est inquiétante. En matière d'insécurité, la population ne réagit ni par le bulletin de vote ni par un soutien potentiel à un coup d'Etat, mais elle s'adapte : elle tolère une diminution des libertés individuelles et attache de moins en moins d'importance au respect de l'Etat de droit.

Selon l'Americas Barometer 2010, un sondage sur les valeurs démocratiques et sur l'économie en Amérique latine, 40% des Latinos-américains estiment que les autorités peuvent s'affranchir de la loi en poursuivant des délinquants, tandis que 27% d'entre eux sont d'accord avec l'idée de se faire justice soi-même. Plus de 100 millions d'entre eux sont donc réticents à accepter les principes de base qui sous-tendent l'Etat de droit et le monopole de l'Etat quant à l'exercice d'une violence légitime.

Cette attitude constitue une véritable menace, non à l'égard du régime de Chavez, mais de la qualité de la coexistence démocratique en Amérique latine. Comme elle n'est pas très visible, il est difficile d'y parer ou de réagir face à ses effets délétères.

À lire également